

Ciel variable

1987

Dominique Ritchot

Numéro 3-4, 1987

À ciel ouvert

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/21934ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Productions Ciel Variable inc.

ISSN

0831-3091 (imprimé)

1923-2322 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ritchot, D. (1987). 1987. *Ciel variable*, (3-4), 17–21.

L'ANNÉE INTERNATIONALE DES RÉFUGIÉS, DÉPLACÉS ET SANS-ABRI.

Une autre année de *pétage de bretelles*. Une autre année pour *garrocher* des miettes sur le pauvre monde afin de soulager notre bonne conscience. Un temps béni pour les politiciens de tout acabit, les agents de marketing de la charité bien ordonnée, les intellectuels de la génération *décapante*, de se faire du capital en pontifiant sur ces malheureux qui sont tombés dans les *craques* du système.

L'Année des sans-abri... Allez donc demander aux gars qui couchent sur les bouches d'aération de la Place des Arts s'ils savent seulement que c'est leur année ! Vous allez vous faire regarder ! La plupart ne savent peut-être même pas que l'O. N. U. existe ! Et les personnes qui interviennent quotidiennement auprès des itinérants ont sûrement trop d'ouvrage pour participer aux nombreux colloques qu'on ne manque pas d'organiser pour palabrer sur la question.

Quant aux réfugiés, si cette année a changé quoi que ce soit à leur existence, c'est sûrement pas pour le mieux. Merci à Monsieur le Ministre Bouchard et à tous les peureux qui préfèrent continuer d'envoyer leurs 25¢ à OXFAM à Noël. Merci aux racistes qui trouvent le Canada trop généreux d'accueillir le 0. 2% des 12 millions d'individus chassés de leurs pays par la répression, les dictatures, les guerres ou la misère (ou toutes calamités réunies).

J'ai l'air *casseuse de party*, hein ? Mais j'ai assez d'expérience pour pouvoir dire tout haut ce que d'autres osent à peine penser. J'ai vécu comme beaucoup d'autres les lendemains de veille de l'Année de la jeunesse. Je sais que les seuls à avoir vraiment profité de cette imposture sont les candidats victorieux du Parti Libéral, les centres de conférences et les imprimeries. Les organismes de

jeunes ont toujours autant de mal à se financer. Et malheur à ces «paranos» qui osent exprimer leur dissidence face aux beaux discours néo-libéraux-libre-échangistes-entrepreneurship-Le-Château. On continue à mariner dans le jus de l'indifférence générale: «Arrête de chialer pis grouille-toi l'cul!» Facile à dire quand tu veux pas bouger le tien pour faire une place...

Bon ! Revenons à 1987. Je ne connais pas toutes les initiatives prises pour les sans-abri. Je sais que le gouvernement québécois a débloqué un gros 2.5 \$ millions pour «venir en aide» à des organismes œuvrant auprès de cette population. Autrement dit, une goutte d'eau dans l'océan. Si ça fait *toffer* quelques refuges six mois de plus, on ne s'en plaindra pas, je suppose. La Ville de Montréal a elle aussi annoncé des mesures telles que des subventions aux propriétaires de maisons de chambres afin que celles-ci soient conformes aux normes municipales d'habitation. Comme toujours, il y en a qui ont trouvé le moyen de critiquer en disant que ça allait faire augmenter les loyers de leurs *trappes à rats*. C'est bien la première fois que j'en vois se préoccuper autant de leurs locataires.

Ça, c'est le beau côté des choses. Une médaille ayant toujours un revers, considérons-le. Curieusement, c'est cette année que le ministre québécois de l'Habitation a choisie pour préparer la levée du moratoire sur la conversion de logements locatifs en condominiums. C'est aussi cette année qu'il a décidé de refondre les critères de sélection des bénéficiaires de logements subventionnés. En clair, cela veut dire que les sans-abri, les immigrants récents et réfugiés, les femmes, les célibataires de moins de 40 ans et les familles mono-parentales seront virtuellement éliminés des listes d'attribution. Si

vous ne me croyez pas, je vous renvoie à l'article paru dans *Le Devoir* du 12 mai 1987, page 4, et je vous laisse tirer vos propres conclusions sur la manipulation des statistiques.

Ah oui! C'est aussi l'année où mon propriétaire m'évince de mon 5 1/2 à 167\$ par mois pour le transformer en 3 1/2 à 400\$ par mois, du moins selon ce qu'il croit. Y'a des coïncidences comme ça! Imaginez ma surprise quand, à peine trois heures après être descendue de l'avion qui me ramenait d'Angleterre où je venais de passer un mois (dont une semaine chez des squatters de Brixton – sud de Londres), je reçois le téléphone d'un ami qui m'apprend tout d'un trait que je recevrai un avis d'éviction et qu'il y a justement une séance d'information sur le sujet la semaine suivante à telle adresse... Merci pour le renseignement, vieux frère! Je l'attends mon avis, bien équipée et déterminée à combattre l'embourgeoisement du Centre-Sud jusqu'au bout! Le proprio va apprendre qu'à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. Mes voisins d'en bas sont partis, moi je suis prête à geler tant qu'il faudra pour obtenir un appartement rénové mais abordable.

Et si je perds, tant pis, je déménagerai dans un autre taudis. S'il en reste...!

À moins que je squatte. Squatter : du vieux français ESQUATIR, s'accroupir (pour mes «chums» qui s'inquiètent de trouver un équivalent

français à ce mot au lieu de savoir ce qu'il veut dire); occuper illégalement un logement vacant ou une terre.

– Illégalement, parce que les lois protègent la propriété privée mais n'offrent aucune garantie aux gens à qui on enlève les moyens de se loger.

– Le phénomène est courant en Europe, où des rues entières sont squattées, des immeubles autrefois livrés à la spéculation sont convertis en logements gratuits, garderies coopératives, librairies et cafés communautaires, salles de spectacle ou de répétition pour les artistes underground.

Ça se fait aux États-Unis. À New York (les squats du Lower East Side); à Philadelphie, où le groupe ACORN (Association of Community Organisations for Reforms Now) a mené des campagnes pour loger les sans-abri à coups d'emménagements de masse de familles dans des buildings désaffectés; à San Francisco, où les squatters publient le très périodique «Brix and Bottles», feuille volante qui contient des informations indispensables du type: comment rétablir l'électricité et l'alimentation en gaz... Les Londoniens sont peut-être les pionniers dans ce domaine avec le délirant «Crowbar» et le «Squatter Handbook» (une bible, ça). J'en possède des exemplaires, si ça vous intéresse...

À Montréal aussi, on squatte. En 1947-48, les vétérans de la Seconde Guerre mondiale ont obtenu les maisons promises par le gouvernement canadien (mais pas

construites, naturellement) en investissant les «barbottes» et les bordels des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis. Ce fut assez spectaculaire pour que les journaux en parlent (des enfants dans les bordels, mon Dieu!) et que la Ville change le zonage pour leur faire de la place.

Aujourd'hui, on parle des squatters seulement quand ils meurent. Comme les deux jeunes punks, asphyxiés dans leur squat dans la nuit du 31 mai au 1er juin '86. Je pense à eux souvent. De la fenêtre de ma cuisine, j'ai une vue imprenable sur les ruines de leur repère – un ancien entrepôt frigorifique abandonné depuis dix ans. Le propriétaire a enfin pu s'en débarrasser. On le transforme en condos... On peut se consoler en pensant que la Ville n'en a pas condamné les issues avec des briques comme ça avait été suggéré ! Maintenant, on est sûr que l'accès à ces augustes murs sera interdit à ces malappris, ces «bums» qui n'ont pas de cœur au ventre pour faire comme tout le monde et se saigner à blanc pour avoir droit à un toit au-dessus de la tête.

Pourquoi ne font-ils pas comme tout bon clochard qui se respecte: élire domicile sur un banc de parc? Qui sait? Les soirs de gros froids à -20° C, ils pourraient toujours se protéger avec les chutes de rapports d'experts sur la condition des 10 000 sans-abri de Montréal...

Dominique Ritchot ■



Tout nu dans la rue



Un saut dans le vide



Luc Vallières



Bernard Jeay



Luc Vallières